

Motion du 8 mai 2012 de Mme Marie Chappuis, MM. Jean-Charles Lathion, Olivier Fiumelli, Gary Bennaïm et Eric Bertinat: «Merck Serono et multinationales: stop aux déclarations irresponsables du Conseil administratif!»

(retirée par ses auteurs lors de la
séance du 19 novembre 2013)

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la nécessité de préserver un tissu économique dense et diversifié sur le territoire de la Ville de Genève;
- la nécessité d'améliorer les conditions-cadres en Ville de Genève afin de favoriser le maintien et la création d'emplois dans notre commune;
- la nécessité de favoriser les synergies plutôt que d'opposer les grandes aux petites entreprises;
- l'interaction extrêmement précieuse existant entre les grandes sociétés internationales présentes à Genève et les petites et moyennes entreprises locales;
- les retombées économiques et fiscales extrêmement importantes – grâce notamment à la présence de grandes sociétés internationales – pour la Ville de Genève;
- les propos inacceptables de différents membres du Conseil administratif – au regard du drame humain vécu par les employés de Merck Serono – visant à opposer les « cols blancs » aux « cols bleus »;
- les comportements répétés de certains membres du Conseil administratif qui mettent en danger la présence de multinationales – et de leurs emplois – à Genève;
- l'attitude coupable du Conseil administratif qui cherche à accuser les multinationales de tous les maux dont souffre Genève, oubliant qu'elles représentent plus de 75 000 emplois dans notre canton et qu'elles contribuent ainsi à la prospérité de notre région,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à travailler de concert avec le Conseil d'Etat pour examiner toutes les pistes qui pourraient inciter Merck Serono à revenir sur tout ou partie de sa décision de fermeture du site genevois et, en parallèle, assurer les meilleures conditions-cadres aux potentiels repreneurs;
- à pérenniser la crèche, gérée conjointement par Merck Serono et la Ville de Genève, se trouvant dans le bâtiment de l'entreprise;
- à stopper immédiatement toute déclaration mettant en péril la présence de multinationales sur le territoire de la Ville de Genève;
- à tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions-cadres et préserver un tissu économique diversifié en ville de Genève.